

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Retraites (France) > **En lutte dans les incinérateurs de Paris : « Mieux vaut des poubelles dans (...)**

En lutte dans les incinérateurs de Paris : « Mieux vaut des poubelles dans nos rues que nos retraites à la poubelle »

vendredi 7 février 2020, par [ZEROUALI Khedidja](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2020).

Malgré la réquisition des trois incinérateurs de Paris, les salariés du secteur restent mobilisés contre la réforme des retraites. À Saint-Ouen, l'usine est toujours à l'arrêt. Quelques heures avant la manifestation de ce mardi, Philippe Martinez est venu resserrer les rangs.

La cheminée de l'incinérateur de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), ce matin, ne crache pas sa fumée habituelle. Depuis le 23 janvier, à l'appel de la CGT Énergie-Mines, l'usine est à l'arrêt. Devant les grilles de l'incinérateur, les salariés mobilisés contre la réforme des retraites grillent une clope, sirotent un café brûlant dans un gobelet en plastique et discutent avec une cinquantaine de soutiens venus en renfort malgré la fraîcheur matinale : des professeurs, un capitaine de bateau, des candidats aux élections municipales, le député du coin, l'Insoumis Éric Coquerel ou encore des salariés d'Alstom et de la compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU). « Ce matin, on est plus nombreux que d'habitude », s'étonne une habitante de Saint-Ouen. Et pour cause, la venue de Philippe Martinez est attendue pour la fin de matinée.

Pour le secrétaire général de la CGT, cette mobilisation est historique puisque depuis deux semaines, ce sont les trois incinérateurs de Paris qui sont à l'arrêt.

« C'est une première dans l'Histoire. Jamais les trois incinérateurs de Paris ne se sont mobilisés en même temps », précise Thierry Delépine, délégué syndical CGT de l'incinérateur de Saint-Ouen. Les trois usines permettent quotidiennement de détruire les 6 000 tonnes de déchets produits par les habitants de Paris et de la petite couronne.

En temps normal, l'usine de Saint-Ouen traite, à elle seule et quotidiennement, 1 800 tonnes de déchets. Depuis deux semaines, elle ne brûle plus rien. Alors, dans les rues de Paris, l'effet s'est vite fait ressentir. Dans de nombreux arrondissements, les poubelles s'amoncellent.

Face au mouvement conjoint des éboueurs et des salariés des incinérateurs, le gouvernement fait, de son côté, tomber les réquisitions. À Issy-les-Moulineaux, c'est toute la production qui a repris la nuit du 5 au 6 février. À Ivry-sur-Seine, aussi, toute l'activité va reprendre, le 7 février au plus tard. Reste l'usine de Saint-Ouen qui, pour l'instant, n'a reçu l'ordre que de maintenir l'activité de redirection des déchets.

« Si on doit redémarrer, ça sera sous la contrainte. Nous, on pense que la réquisition attaque le droit de grève. Mais pour eux, c'est le seul moyen de faire redémarrer des installations qui sont d'intérêt public », estime le délégué CGT de l'incinérateur.

Sur le site, les salariés réquisitionnés, au nombre de vingt et un, se contentent de rediriger les

déchets vers des centres de transferts et des centres d'enfouissement voisins d'Île-de-France. En clair, à Saint-Ouen, les salariés doivent laisser entrer les camions, décharger et recharger sur le site avant de transférer les poubelles parisiennes vers d'autres sites. « En réalité, la majeure partie des déchets part à l'enfouissement et n'est pas revalorisée », explique Thierry Delépine. Une catastrophe écologique que ne contestent pas les salariés mobilisés.

Dans la salle de commandes de l'incinérateur, il est bientôt 11 heures et Philippe Martinez fait le tour des machines et adresse à chacun un petit mot de soutien. Dans la coutume des photos souvenirs, Patrick est l'un des premiers à se lancer. « Il est bientôt retraité, ça lui fera un souvenir », lance l'un de ses camarades. Le secrétaire général de la CGT répond, du tac au tac, « il a bien de la chance ».

À 56 ans, bientôt 57, Patrick quitte l'entreprise après y avoir travaillé pendant trente-quatre ans. À son arrivée dans l'entreprise, en 1986, il était technicien. À la veille de son départ à la retraite, il trône derrière une rangée d'écrans en tant que chef de bloc. Aujourd'hui, comme ses camarades dans la salle, il est en grève et pourtant, il travaille puisque comme les autres il a été réquisitionné par un arrêté du préfet, Didier Lallement. « Je suis en grève depuis le 5 décembre. Pour moi c'est simple, cette réforme des retraites, c'est une réforme du fric », lance le salarié, derrière son écran. Lui échappera à la réforme et s'il part plus tôt, c'est parce que pendant des années il a été en service actif. Il raconte des années pénibles : « De l'insalubrité, des horaires décalés, de la chaleur, du bruit, de la poussière, des vibrations et tout ça, sans arrêt. » Puis, il dit sa hâte de partir se reposer : sa retraite, c'est pour la fin de l'année. Pourtant, si près du but, il continue à se battre contre une réforme qu'il trouve « immorale et inhumaine ».

De la chaleur, du bruit, de la poussière : dans les incinérateurs, le travail est pénible

Dans un coin de la salle des commandes, Franck regarde, amusé, ses camarades répondre aux chaînes de télévision avant de se prêter lui-même au jeu. « On n'a pas l'habitude d'être interrogés sur nos conditions de travail », s'amuse-t-il. Franck est manager d'équipe depuis trois ans. À 44 ans, il estime devoir encore travailler une vingtaine d'années avant d'arriver à la retraite : « Maximum, j'aimerais partir à 62 ans, mais avec cette réforme je ne pense pas que ce sera possible, on a pris au moins trois ans dans la gueule », s'agace-t-il.

Lui aussi raconte le sommeil dérangé et la pollution dans les poumons et rappelle qu'avant d'arrêter l'usine, les salariés ont bien tenté de se mobiliser sans bloquer : « Depuis le 5 décembre, on effectuait des baisses de charge. En gros, on était moins efficaces pour que cela coûte de l'argent à l'entreprise et que, par ricochet, ça embête le gouvernement. Puis, depuis le 23 janvier, à l'appel de la CGT, on a cessé l'activité sur les trois incinérateurs. Mais ce n'est pas gratuit, ce qui a engendré une montée en puissance du mouvement, c'est l'inflexibilité du gouvernement. Ils ne lâcheront pas ? Nous non plus. »

Le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (Syctom) estime le surcoût dû à la grève à 700 000 euros par jour. Franck explique le détail de la facture. La Syctom doit payer pour les évacuations, les détournements et les enfouissements des déchets qui ne sont pas traités par les incinérateurs en arrêt.

À cela s'ajoute le manque à gagner, puisqu'en incinérant les déchets, 210 tonnes de vapeur sont produites chaque heure avant d'être envoyées à la CPCU qui l'utilise pour nourrir son système de chauffage. Depuis l'arrêt de l'usine, la CPCU, qui chauffe un tiers des usagers parisiens, ne reçoit

plus rien de l'usine de Saint-Ouen, ce qui l'oblige à acheter des combustibles issus d'énergies non renouvelables, « et ça lui coûte vraiment plus cher » ajoute Franck avant de préciser : « Et en plus, les salariés de la CPCU sont de mèche puisqu'ils sont eux aussi opposés à la réforme des retraites. »

Devant l'usine, le délégué syndical de la CPCU Sébastien Poignet discute avec des membres de son organisation, la CGT Énergies-Mines. S'il est là ce matin, c'est d'abord par solidarité syndicale puisque les salariés des incinérateurs appartiennent à la même confédération que ceux de la CPCU. « On a le même statut qui reconnaît la pénibilité et comme les salariés de Saint-Ouen, on a le bruit, la poussière, la chaleur et même l'amiante », des facteurs qui leur permettent, pour l'instant, de partir plus tôt à la retraite.

Comme les salariés mobilisés des incinérateurs, ceux de la CPCU tentent, pour avoir un impact politique, de coûter le plus cher possible à leur entreprise : « L'énergie qu'on ne reçoit pas des incinérateurs, on l'achète plus cher ailleurs. En plus, on coupe le renvoi d'électricité sur le réseau parisien, ce qui force EDF à acheter de l'électricité à l'étranger. Peut-être qu'à force, ils comprendront qu'il faut qu'ils agissent », ajoute Sébastien Poignet.

Dans quelques jours, et à force de réquisitions, l'incinération des déchets devrait reprendre son cours normal. Pourtant, les salariés de Saint-Ouen ne comptent pas abandonner la mobilisation pour autant et réfléchissent déjà à de nouveaux modes d'actions. Avant de partir en manifestation, de petits groupes se forment devant l'usine et nombreux sont ceux qui imaginent un gouvernement qui passe en force, avec l'article 49-3 s'il le faut. « Le gouvernement est prêt à tout, estime Philippe Martinez, un café à la main. Le 49-3, ce n'est quand même pas le meilleur des signes pour un exécutif qui affirme vouloir discuter. Il me semblait pourtant qu'on était dans l'acte 2 du quinquennat, le président devait plus écouter, être moins arrogant. Entre le dire et le faire, il y a encore un petit décalage. »

Julien Lambert, membre du bureau de la fédération Mines et Énergies de la CGT, estime qu'il ne faudra reprendre l'activité totale que quand les salariés y seront obligés. « Mieux vaut des poubelles dans nos rues que nos retraites à la poubelle », se justifie-t-il avant de prévenir : « Il y a des salariés exaspérés, ça on le sait. Ils se disent qu'ils n'ont rien à perdre. Pour éviter d'arriver à des sabotages ou des actes désespérés, il faut vraiment que le gouvernement entende la colère des gens, et vite. »

Khedidja Zerouali

P.-S.

• MEDIAPART. 6 FÉVRIER 2020 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/060220/mieux-vaut-des-poubelles-dans-nos-rues-que-nos-retraites-la-poubelle?onglet=full>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Les articles de Khedidja Zerouali sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/khedidja-zerouali-0>